



Transport aérien : Le Président du Faso reçoit le président exécutif de Qatar Airways

Le Quotidien Numérique d'Afrique

du dimanche 21 mai 2017
7 Jrs/7

N°396

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appelrez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Traitez vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 20.

Centre pour la gouvernance démocratique
Les nouveaux bureaux des cellules universitaires installés

Page 4



Foire agro-sylvo-pastorale PIELA
Les meilleurs producteurs ont reçu des prix

Page 6



CIE 20 : 48 heures pour débattre des performances économiques et sociales de l'Afrique de l'Ouest

Page 2



Communiqué de presse du Groupe municipal UPC sur les inondations du 18 mai 2017



SOCIÉTÉ

CIE 20 : 48 heures pour débattre des performances économiques et sociales de l'Afrique de l'Ouest

Région du Centre



Le comité intergouvernemental d'experts (CIE 20) des pays de l'Afrique de l'Ouest.

La 20^{ème} session du comité intergouvernemental d'experts (CIE 20) des pays de l'Afrique de l'Ouest a ouvert ses portes le jeudi 18 mai 2017 à Ouagadougou. Placée sous le thème : « la mise en œuvre de l'agenda de développement durable 2030 et de l'agenda 2063 en Afrique de l'Ouest : Rôle de la planification du développement, il est attendu de cette session des recommandations pour accélérer la croissance et la transformation économique en Afrique de l'ouest.

C'est une rencontre de haut

niveau entre les experts des pays membres de la CEDEAO sur les enjeux économiques de l'heure. Il s'agit des agendas 2030 des Nations unies et 2063 de l'Union africaine puis de la planification de développement. Tous ces agendas ont un but commun, celui d'améliorer les conditions de vie des populations.

Le CIE réunit tous les ans les décideurs de haut niveau des états membres et a pour but non seulement de débattre des performances économiques et sociales et de proposer des recommandations pertinentes mais aussi de contrôler des

activités du bureau et de superviser l'élaboration et la mise en œuvre de son programme de travail, y compris la formulation des objectifs prioritaires de la sous-région.

A cette 20^{ème} session, il est question pour ses experts de discuter des progrès réalisés et de mettre en cohérence les orientations contenues dans ses agendas. C'est également l'occasion d'analyser les efforts faits par les pays pour assurer cette cohérence.

Pour le directeur du bureau sous régional de la C.E.A pour l'Afrique de l'Ouest, le Pr Dimitri Sanga « Il est nécessaire pour les Etats membres lorsqu'il développe

La suite à la page 3.

SOCIÉTÉ

La suite de la page 2.



Le CIE réunit tous les ans les décideurs de haut niveau des états membres et a pour but non seulement de débattre des performances économiques et sociales et de proposer des recommandations pertinentes mais aussi de contrôler des activités du bureau et de superviser l'élaboration et la mise en œuvre de son programme de travail, y compris la formulation des objectifs prioritaires de la sous-région.

leur plan national, de pouvoir mettre en cohérence, domestiquer ces 2 agendas internationaux importants que sont l'agenda 2063 de l'Union africaine et l'agenda 2030 des Nations unies qui soit impliqué et ressorti dans leur plan national de développement ».

Le Sénégal, la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Burkina ont déjà leur plan de développement. Il s'agira pour ses pays de partager leurs expériences avec les pays qui veulent se lancer dans cet exercice.

Durant 48 heures, les experts vont échanger autour de différents rapports dont le rapport sur la mise en œuvre du plan de travail 2016 et perspectives pour 2017, le rapport sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD), le rapport sur les initiatives sous régionales.

Ces experts fondent l'espoir qu'au



Le directeur du bureau sous régional de la C.E.A pour l'Afrique de l'Ouest, le Pr Dimitri Sanga.

sortir de ses 48 heures d'échanges, économique et sociale au les recommandations qui en bénéfice des populations. découleront seront de nature à appuyer les efforts des pays de cet espace vers la transformation structurelle et l'émergence

Alfred Sié KAM/Rédaction SCInfo

UNIVERSITÉ

Centre pour la gouvernance démocratique Les nouveaux bureaux des cellules universitaires installés

Région des Hauts Bassins



La formation a profité à une centaine d'étudiants qui se chargeront de mener des activités dans le sens de la promotion de la démocratie.

Le centre pour la gouvernance démocratique (CGD) a organisé le samedi 06 mai 2017 une formation des membres des cellules universitaires autour des principes et des valeurs de la démocratie. A l'issue de cette dernière, les cellules universitaires ont été renouvelées.

Les maires et les 3 adjoints des cellules universitaires CGD ont été votés et installés le samedi 06 mai 2017 à Bobo-Dioulasso. Trois universités étaient présentes : l'université Nazi Boni, l'université Aube Nouvelle et l'Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest (UCAO). Sous la coordination du chargé des programmes du CGD Anselme Somda, ces cellules vont travailler dans leurs environnements respectifs

afin de promouvoir au mieux la question de gouvernance et de démocratie, ainsi que celle de citoyenneté qui a également été abordée lors des échanges. Les membres des cellules sont issus de plusieurs filières, ce qui assure une large diffusion des informations données et une génération plus informée en matière de citoyenneté, de gouvernance et de démocratie. Selon Anselme Somda, l'objectif de la rencontre

La suite à la page 5

UNIVERSITÉ

La suite de la page 4

est d'outiller les étudiants, leur donner le b.a.ba sur la démocratie, les valeurs, les grands principes et aussi sur la citoyenneté afin de leur permettre à leur tour de mener des actions de citoyenneté sur les différents campus pour aboutir à la sensibilisation des populations universitaires. La formation a profité à une centaine d'étudiants qui se chargeront de mener des activités dans le sens de la promotion de la démocratie. Ces activités, selon monsieur Somda, vont être suivies à partir d'indicateurs qui vont permettre d'évaluer la mise en œuvre des activités qu'ils auront proposées eux-mêmes. Le maire de la cellule de l'UCAO Augustin Nikiema s'explique : « A notre niveau nous allons travailler sur les droits de l'homme et tout ce qui touche à la démocratie particulièrement au Burkina Faso et un peu dans les autres pays parce qu'il y a une diversité de nationalités chez nous à l'UCAO. Nous allons également travailler à intégrer le 2ème cycle de l'UCAO dans nos activités ». Quant au maire sortant de la cellule de Aube Nouvelle (la plus jeune cellule de Bobo-



Selon Anselme Somda, l'objectif de la rencontre est d'outiller les étudiants, leur donner le b.a.ba sur la démocratie, les valeurs, les grands principes et aussi sur la citoyenneté.

Dioulasso) Salimata Nan Traoré, la démocratie est un concept qui a besoin d'être promu surtout dans nos universités. Elle a par ailleurs exhorté ceux qui la succèdent à faire mieux qu'elle pour faire

rayonner encore plus la démocratie.

Nicole A. B. OUEDRAOGO pour SC Info

SOCIÉTÉ

Foire agro-sylvo-pastorale PIELA

Les meilleurs producteurs ont reçu des prix

Région de l'Est



Face aux effets des changements climatiques, comment accroître dans le cadre du PNDES, la production agro sylvo pastorale dans la commune de Piela.



Cette foire a été une opportunité pour les organisateurs de récompenser les meilleurs producteurs de la localité.

Ouverte le 05 mai dernier à Piela, la première édition de la foire agro-sylvo-pastorale a refermé ses portes ce 07 mai sur une note de satisfaction. Pendant trois jours les populations ont pu découvrir les potentialités de la commune. Cette foire a été une opportunité pour les organisateurs de récompenser les meilleurs producteurs de la localité.

Face aux effets des changements climatiques, comment accroître dans le cadre du PNDES, la production agro sylvo pastorale

La suite à la page 7

SOCIÉTÉ

La suite de la page 6



Pour Daniel NADINGA maire de la commune de Piéla, cette foire a été une réussite totale car elle a permis pendant trois jours d'avoir plus de trois cents exposants et recevoir en moyenne mille cinq cents visiteurs venus d'ailleurs .

dans la commune de Piéla, c'est sous ce thème que la première édition de la foire dédiée à ses produits a refermé ses portes sous une note de satisfaction. Pour Daniel NADINGA maire de la commune de Piéla, cette foire a été une réussite totale car elle a permis pendant trois jours d'avoir plus de trois cents exposants et recevoir en moyenne mille cinq cents visiteurs venus d'ailleurs .

Cette foire a été une occasion pour le comité d'organisation, de récompenser les meilleurs producteurs. Des distinctions en

nature et en espèces qui visent à encourager les producteurs à persévérer. Atina DAYAMBA a reçu le premier prix en embouche bovine. Il affirme que ce prix composé d'une charrette et d'une pelle va lui permettre de mieux entretenir ces animaux pour mériter encore le premier prix à la prochaine édition. Folga LANKOANDE lui obtient le premier prix en agriculture avec son haricot et il invite les autres producteurs de la commune à emboîter ses pas afin qu'ils puissent ensemble éloigner la famine de leur localité.

Pendant trois jours, les populations ont pu découvrir les richesses de la commune et les organisateurs promettent de renouveler l'exploit en 2018, toujours avec le même objectif. La commune de Piéla est située dans la province de la Gnagna à quelques 240 km de la capitale burkinabè.

D.I.S pour SC Info



ACTU RÉGION

Patrimoine mondial culturel Un séminaire à Gaoua examine la problématique de sa protection

Région du Centre Ouest



Présidium : Le Ministre Alkassoum Maïga attend des recommandations fortes à l'issue du séminaire pour véritablement sauvegarder et promouvoir le patrimoine culturel mondial africain.



Les participants se sont engagés pour sauvegarder et promouvoir le patrimoine culturel mondial africain.

En marge du forum régional sur l'implication des jeunes dans la promotion et protection du patrimoine mondial africain tenu à Gaoua du 27 avril au 5 mai 2017, un séminaire s'est tenu le 4 mai 2017 à Gaoua sous le thème « problématique de la protection du patrimoine mondial africain : enjeux, défis et perspectives ». Cette rencontre présidée par le Ministre Alkassoum Maïga de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation, a connu la présence des forces vives de la

La suite à la page 9

ACTU RÉGION

La suite de la page 8



Photo de famille, Ministre Alkassoum Maïga.

région, des jeunes issus des 30 pays d'Afrique venus pour le forum régional, d'experts et de chercheurs.

Ce séminaire constitue la suite logique du forum régional. Il avait pour objectif de permettre des échanges de haut niveau entre les jeunes participants du forum et les spécialistes africains de la gestion du patrimoine dans l'optique de garantir une meilleure transmission des bonnes habitudes et surtout de susciter des réflexes de protection du patrimoine. Les structures de formation sont peu nombreuses en Afrique et surtout méconnues. Au vu de ce triste constat, il convenait que des actions vigoureuses soient

prises. Au cours des échanges, les aspects liés à l'identification, la protection, la conservation, la mise en valeur et la transmission aux générations futures du patrimoine culturel et naturel situé sur le territoire ont été abordés. Le Ministre Alkassoum Maïga dit avoir des attentes à l'endroit de ces jeunes. Il souhaite à ce qu'ils soient des ambassadeurs de la culture dans leur pays et surtout qu'ils sèment la graine culturelle autre jeune a-t-il poursuivi. Plusieurs communications ont permis aux jeunes participants au forum régional, de bénéficier des expériences et connaissances des experts et chercheurs. Ils ont

aussi fait des recommandations allant dans le sens d'introduire dans les universités, des curricula sur l'enseignement concernant les patrimoines culturels, de la mise en place d'un dispositif institutionnel et juridique, la construction d'infrastructures adéquates, la formation continue des enseignants et la préservation des savoirs faire des ouvriers locaux en matière de techniques anciennes de construction.

**Kissogo Abdoul Karim Ouattara
pour SC Info**

Appellez le + 226 76 60 97 21 / 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.

Communiqué de presse du Groupe municipal UPC sur les inondations du 18 mai 2017

Région Centre



Un tour de la ville de Ouagadougou nous a permis de constater qu'aucun arrondissement n'a été épargné. Des biens matériels ont été endommagés et le pire était à craindre dans certains quartiers.

Le Groupe Municipal UPC de Ouagadougou manifeste sa solidarité et sa compassion aux populations de Ouagadougou, touchées par les inondations du 18 mai 2017.

Un tour de la ville de Ouagadougou nous a permis de constater qu'aucun arrondissement n'a été épargné. Des biens matériels ont été endommagés et le pire était à craindre dans certains quartiers. Il est désolant que, dès les premières pluies, Ouagadougou, « la ville lumière » se retrouve les pieds dans l'eau. Ces problèmes d'inondations, qui nous touchent tous, ne pourront trouver de solutions que si le

Gouvernement et les autorités municipales de Ouagadougou prennent conscience de ceci :

- les actions populistes de curage des caniveaux à elles seules sont insuffisantes ;
- les travaux de réaménagements des canaux d'évacuations des eaux de Ouagadougou doivent être accélérés ;
- une étude pour le curage des barrages de Ouagadougou doit être entrepris dans les meilleurs délais ;
- le curage des barrages de Ouagadougou doit être inscrit dans les priorités de la commune.

Notre proposition d'inscrire dans le budget 2017 une étude sur le désensablement des barrages reste d'actualité, malgré le fait que cette proposition a été rejetée.

Le Groupe municipal UPC de Ouagadougou espère que le Gouvernement et les autorités municipales mettront tout en œuvre pour apaiser l'angoisse des populations de Ouagadougou, suscitée par ces premières pluies. Nous espérons que notre appel sera entendu et suivi, mais nous ne doutons pas que, comme d'habitude, on l'interprétera comme une action de campagne politique.

Ouagadougou, le 19 mai 2017
Le Président du Groupe municipal UPC

Jean Léonard BOUDA

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Transport aérien : Le Président du Faso reçoit le président exécutif de Qatar Airways

Qatar



Le Président Roch Marc Christian KABORE a reçu le jeudi 18 mai 2017 à Doha, le président exécutif de Qatar Airways, Monsieur Akbar Al BAKER.



Après avoir écouté les explications du chef de l'État sur la reprise de la compagnie nationale Air Burkina par l'État, rétrocédée par l'Aga KHAN, sur la riche expérience que possède notre pays en matière de desserte aérienne,

Le Président Roch Marc Christian KABORE a reçu le jeudi 18 mai 2017 à Doha, le président exécutif de Qatar Airways, Monsieur Akbar Al BAKER, par ailleurs président de l'aéroport international de Doha, HAMAD International Airport.

Monsieur Akbar Al BAKER est venu explorer les voies et moyens pour un futur partenariat avec le Burkina Faso dans le cadre du transport aérien. Après avoir écouté les explications du chef de l'État sur la reprise de la compagnie nationale Air Burkina par l'État, rétrocédée par l'Aga

La suite à la page 12

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 11

KHAN, sur la riche expérience que possède notre pays en matière de desserte aérienne, Monsieur Al BAKER a annoncé l'envoi d'une équipe technique au Burkina pour étudier la possibilité d'un joint-venture avec Air Burkina et l'ouverture d'une liaison aérienne de Qatar Airways avec Ouagadougou via Abidjan. Le président exécutif de Qatar Airways a remercié le Président du Faso pour l'opportunité qui lui a été offerte d'établir ce dialogue avec les plus hautes autorités du Burkina Faso en vue d'un futur partenariat.



La Direction de la Communication de la Présidence du Faso

Le président exécutif de Qatar Airways a remercié le Président du Faso pour l'opportunité qui lui a été offerte d'établir ce dialogue avec les plus hautes autorités du Burkina Faso en vue d'un futur partenariat



SALON DE LA COMMUNICATION

DES ARTS ET METIERS

Publicité - Médias - Événementiel - Imprimerie

Pour tous les professionnels et les passionnés de la Communication

NE RATEZ PAS CE RENDEZ-VOUS MAJEUR !

Contact : 75 04 80 42 / salondelacomunication@gmail.com

du 1^{er} au

03 Juin 2017

à Ouagadougou

SIAO

- CONFÉRENCES
- EXPOSITIONS
- RENCONTRES D'AFFAIRE
- EVENEMENTS SPÉCIAUX
- DINER GALA
- HOMMAGES & RÉCOMPENSES

Sciences-Campus Info



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

« Blaise COMPAORE a raté le rendez-vous avec l'histoire en voulant persister, en voulant rester au pouvoir », déclare le Président du Faso sur la chaîne internationale de télévision Al Jazeera

Qatar



Le Président Roch Marc Christian KABORE a accordé une interview à la chaîne internationale de télévision Al Jazeera le 18 mai 2017 à son siège à Doha au Qatar.

Le Président Roch Marc Christian KABORE a accordé une interview à la chaîne internationale de télévision Al Jazeera le 18 mai 2017 à son siège à Doha au Qatar. L'interview s'est faite en Arabe avec une traduction simultanée en français pour le Président du Faso. Pendant plus de trente minutes d'entretien, le Président du Faso a répondu à des questions relatives à l'actualité politique du Burkina avec notamment le procès en cours, à des questions sur la sécurité au Burkina et dans la sous-région ouest africaine et à l'actualité internationale. Le chef de l'État a répondu sans ambages à toutes les questions qui lui ont été posées.

Concernant le jugement engagé par la Haute Cour de justice, le Président Roch Marc Christian KABORE a affirmé qu'au Burkina Faso, il n'est pas « question de régler des comptes, mais de rendre justice au peuple burkinabè qui a connu beaucoup de victimes pendant l'insurrection populaire ». Selon le chef de l'État, « le peuple burkinabè réclame justice vis-à-vis de cet entêtement qui a été de vouloir prolonger le mandat du Président du Faso qui était Blaise COMPAORE. C'est pour cela que suite au décret qui a été pris pour donner mandat aux forces de sécurité d'utiliser les armes en cas de nécessité, il était tout à fait normal que des procédures soient

engagées contre ce gouvernement et la Haute Cour de justice a été saisie ». Au terme d'une réclamation des avocats de la défense, le procès a été suspendu en attendant une décision du Conseil constitutionnel. Ce qui fait dire au Président du Faso que le procès doit se dérouler « dans les règles de l'art », en respectant toutes les procédures. Toujours en rapport avec ce jugement et la réconciliation nationale, le chef de l'État a expliqué que suite à un vote de l'Assemblée nationale accordant l'armistice à tous les chefs d'État du Burkina Faso, l'ancien Président devait quitter le pouvoir en 2015 au terme de son mandat et partir tranquillement. « Mais Blaise COMPAORE a raté le rendez-vous

La suite à la page 14

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 13



Le Président Roch Marc Christian KABORE a affirmé qu'au Burkina Faso, il n'est pas « question de régler des comptes, mais de rendre justice au peuple burkinabè qui a connu beaucoup de victimes pendant l'insurrection populaire ».

avec l'histoire en voulant persister, en voulant rester au pouvoir ». C'est ainsi que la transition a décidé de revenir sur l'ensemble de ces privilèges accordés aux chefs de l'État pour permettre à ce que la justice soit rendue. De ce point de vue, pour aller à la réconciliation, le Président Roch Marc Christian KABORE pense qu'il faut « la vérité, la justice et la réconciliation et non solder les faits ». Après ce jugement, poursuit le Président du Faso, « si le peuple décide d'accorder son pardon, l'on pourra en ce moment emprunter cette voie ». Sur la tentative de coup d'État pendant la transition, le Président du Faso a fait comprendre que « la justice s'est intéressée d'abord aux acteurs nationaux qui ont voulu de force ramener l'ancien régime au pouvoir ». Sur l'implication d'acteurs extérieurs dans cette tentative de coup d'État, le chef de l'État a affirmé qu'il ne « peut pas anticiper sur le travail de la justice ». En attendant, il a « salué



Le Président Roch Marc Christian KABORE pense qu'il faut « la vérité, la justice et la réconciliation et non solder les faits ».

l'action du peuple burkinabè et des militaires loyalistes qui a permis de faire échouer cette aventure de vouloir ramener l'ancien Président au pouvoir ; une action qui a permis de poursuivre le processus qui a conduit aux

élections et à l'établissement de la démocratie ». Ce procès, réaffirme le Président du Faso n'a pour seule ambition que de « rétablir la vérité et non de procéder à des règlements de comptes ». « Personne ne sera brimée dans ses droits », a-t-il rassuré. Y a-t-il un lien avec les attaques terroristes ? Interroge le journaliste. Affirmatif, répond le Président du Faso, sinon, comment comprendre les attentats en plein cœur de Ouagadougou avec une trentaine de victimes, quelques jours seulement après la formation du gouvernement post élection, les attaques aux frontières nord du pays ? Mais grâce à la détermination et à l'engagement des forces de défense et de sécurité sur le terrain « nous avons réussi à ramener l'accalmie et nous avons un bon contrôle sur nos frontières », affirme le Président du Faso qui a du même coup salué l'engagement de la force Barkhane aux côtés des forces armées du Burkina, du Mali et du Niger. Dans

La suite à la page 15

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 14

ce combat contre le terrorisme, le Président reconnaît qu'il faut des équipements conséquents, des appuis multiformes et à ce niveau, la sous-région s'organise avec le G5 Sahel qui regroupe cinq pays. Au niveau des trois pays que sont le Burkina, le Mali et le Niger, les armées s'organisent également pour assurer la surveillance de leurs frontières, avec le soutien de partenaires. Mais en plus de la nécessité de « combattre militairement le fléau, il faut entreprendre de véritable politique de développement dans les zones touchées qui se sentent délaissées,

pour arriver à bout du terrorisme », prévient le chef de l'État. Répondant à une question relative à la monnaie et à l'économie, le Président du Faso affirme qu'en « plus de l'indépendance politique acquise dans les années 1960, il nous faut acquérir l'indépendance économique et sur cette question, les États s'organisent et poursuivent la réflexion, avec l'apport des activistes ». Sur la présence de la Chine sur le continent, le Président Roch Marc Christian KABORE a réaffirmé la position du Burkina qui entretient des relations avec la Chine-Taiwan. Avant de quitter les locaux d'Al

Jazeera, le Président du Faso qui s'est entretenu à son arrivée avec ses premiers responsables, a salué la ligne éditoriale de la chaîne internationale qui dit-il, fait un formidable travail d'information et de formation et a souhaité que la chaîne étende son réseau d'information en prenant en compte le français.

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso



SICABAT

Salon International du Bâtiment 2017

SOLUTIONS BTP

6 ⇨ 9
JUILLET
2017
au SIAO








(+226) 70 25 37 90
(+226) 74 30 30 01
sicabat@fasonet.bf








ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Le ministre en charge de la Communication, Rémis Fulgance Dandjinou, encourage les membres des jurys des Galian 2017

Région du Centre

Les membres des jurys des Galian 2017 ont été installés, le mardi 9 mai 2017 à Ouagadougou. Au total, les jurys auront examiné 205 œuvres, dont 27 dans la catégorie langue nationale, 12 dans la catégorie presse en ligne et 166 dans la catégorie langue française.

Pour prendre le pool des travaux et encourager les membres des jurys, le ministre de la Communication et des relations avec le Parlement, Porte-parole du gouvernement, Rémis Fulgance Dandjinou, est allé échanger avec les membres, ce jeudi 18 mai 2017 à Ouagadougou.

Tour à tour, il a félicité et remercié les membres des jurys langue nationale et presse en ligne pour leur disponibilité et le sacrifice qu'ils ont consenti pour accompagner le ministère en charge de la Communication dans la recherche de l'excellence dans les médias.

Aux membres des jurys, le ministre Dandjinou a indiqué qu'il compte sur eux pour le succès des Galian 2017. Les différents jurys ont fait des recommandations au ministre en charge de la Communication afin d'améliorer les œuvres des candidats pour les éditions à venir.

Le ministre Dandjinou a rassuré que ces recommandations seront pris en compte et que des réflexions sont en cours pour améliorer l'organisation du concours, les années à venir.

DCPM/MCRP



Les membres des jurys des Galian 2017 ont été installés, le mardi 9 mai 2017 à Ouagadougou.



Aux membres des jurys, le ministre Dandjinou a indiqué qu'il compte sur eux pour le succès des Galian 2017.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Sensibilisation sur le chantage à la webcam

Région du Centre



Nous tenons à porter à la connaissance du public que nos services ont eu à traiter de nombreux cas avec succès et dans la plus grande confidentialité.

Depuis un certain temps, nous recevons de plus en plus de victimes de chantage à la webcam dans nos services de police, notamment à la Division Technique Anti-Cybercriminalité (DTAC), service technique chargé des questions de cybercriminalité sis au sein de la Direction Générale de la Police Nationale (DGPN).

Ce chantage consiste pour le cybercriminel, à obtenir de

sa victime des photos ou des vidéos compromettantes captées illicitement et par la suite menacer de les publier contre paiement de fortes sommes d'argent. Nous tenons à porter à la connaissance du public que nos services ont eu à traiter de nombreux cas avec succès et dans la plus grande confidentialité. Cependant, nous sommes convaincus que certaines victimes souffrent en silence et continuent toujours de se plier aux exigences de ces cybercriminels (maîtres chanteurs) en payant

de fortes sommes d'argent. Cela n'est pas la solution. Nous invitons par conséquent ces victimes à rompre le silence et à se confier aux services de sécurité pour mettre fin à ces chantages.

La Police Nationale, une force publique au service des citoyens

Division de la Communication et des Relations Publiques de la Police Nationale

ANNONCE



DOCTORAT

Centre d'Examen Européen

Doctorate Of Business Administration



Un diplôme de haut niveau qui permet aux professionnels

- ✓ D'évoluer dans un cadre d'excellence
- ✓ De côtoyer les références académiques et professionnelles internationales
- ✓ De s'ouvrir à la diversité de pensées et de cultures
- ✓ Et enfin d'être reconnu comme expert dans un secteur

Un programme Doctoral en trois ans (en moyenne) avec deux à trois séminaires par an

Dates de rentrées :

Le 15 Juin 2017 et Le 15 Décembre 2017

NB : les dossiers sont recevables un mois avant chaque date de rentrée

Un programme assuré par la Fondation Sciences-Campus, l'Ecole Doctorale de la FEDE, l'Institut de Recherche de la FEDE et OTC Burkina

Avenue Sembene Ousmane, Ouaga 2000, 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Burkina Faso
en face de la station TOTAL Ambassade.

Tél : +226 72 07 20 20 / +226 66 20 00 26 / +226 77 20 00 26

Email : contact@ebs-edu.fr Site web : www.sciences-campus.org

ANNONCE



Sous le patronage du Ministre du Commerce, de l'Industrie, et de l'Artisanat



**SALON INTERNATIONAL
BUSINESS ON TECHNOLOGY**



EDITION 2017

THÈME : LES TECHNOLOGIES COMME LEVIER DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'AGROALIMENTAIRE



Du 23 au 27 Mai 2017 au SIAO— OUAGADOUGOU

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Tchad – Chef de Mission

Description

ONG

COOPI

COOPI est une organisation non gouvernementale italienne, indépendante et laïque, engagée dans la lutte contre les injustices sociales et la pauvreté dans le Sud du monde et dans la construction d'un futur dans lequel soient garantis pour tous des bonnes conditions de vie, le respect des droits et la parité des opportunités. Depuis 1965, COOPI a réalisé plus de 600 projets de développement et interventions d'urgence dans 50 pays, employant plus de 30.000 opérateurs locaux et assurant un bénéfice direct à plus de 50 millions de personnes. En Afrique, en Amérique Latine, en Asie et dans l'Europe de l'Est, COOPI favorise l'accès à l'eau et le droit à la santé et à l'instruction des communautés les plus pauvres. COOPI assure aussi une assistance immédiate et à long terme aux populations touchées par les guerres ou les catastrophes naturelles.

Le siège central de COOPI est à Milan (Italie), mais pour la réalisation des projets COOPI s'appuie sur un réseau de sièges périphériques (régionaux et nationaux) dans les pays où ses activités sont plus importantes.

COOPI au Tchad met en œuvre des actions humanitaires et de développement au Tchad depuis 1994. Les premières interventions ont été réalisées à l'Est et au Sud du Tchad.

Avec le démarrage de la crise au Darfour, COOPI a renforcé progressivement ses projets le long de la frontière avec le Soudan et fut l'une des premières ONG déployées dans cette zone. COOPI a ensuite mené un certain nombre de projets dans d'autres régions du pays afin de répondre aux différentes urgences humanitaires.

Les principaux secteurs d'intervention actuels sont : la prise en charge de la malnutrition, la santé maternelle et infantile (dont les violences basées sur le genre), la sécurité alimentaire, la gestion des ressources naturelles et le développement local.

En termes de bailleurs de fonds, COOPI au Tchad travaille principalement avec : la délégation de l'Union Européenne, ECHO, l'ambassade de France, et des agences onusiennes (**UNFPA, FAO, PAM, UNICEF**).

Aprésent, la structure de COOPI au Tchad est composée par :

un bureau de coordination des activités nationales / base, à N'Djamena ;

une base à Massakory dans la région du Hadjer Lamis ;

une base à Goz Beida dans la région du Dar Sila ;

une base à Sarh dans la région du Moyen Chari ;

une base à Bol dans la région du Lac Tchad.

Titre Projet/Programme:
Protection de l'enfance,

nutrition, santé, sécurité alimentaire, gestion des ressources naturelles et développement local

Localisation d'affectation: Ndjamena

Zone d'activité : régions du Hadjer lamis, Chari Baguirmi (N'Djamena), Dar Sila, Moyen Chari

Responsable hiérarchique : Desk

Equipe expatriés directement gérée: 4 chefs de projet, 1 coordinateur médical, 1 administrateur, 1 stagiaire assistante à la coordination

Equipe national directement géré : 2 logisticiens, 1 administrateur national pays

Fourchette salaire/Indemnité: Proportionnelle à formation et expérience spécifique

Durée contrat poste à pourvoir : 1 an

Responsabilités

Contexte et enjeux du poste.

Le Chef de Mission sera responsable de l'organisation COOPI au Tchad. Il participera à la définition de la stratégie pays et des priorités d'intervention sur le territoire. Il est le garant de la bonne mise en œuvre des projets dans le respect des procédures de l'organisation et des bailleurs de fonds. Il représente également l'organisation vis-à-vis du gouvernement, des bailleurs de fonds, des acteurs humanitaires et autres partenaires.

La suite à la page 21

JOBS CAMPUS

La suite de la page 20

Objectif général du poste :

Garantir une gestion efficiente et efficace de la mission de COOPI au Tchad.

Résultats attendus :

Développement de la stratégie et de l'action et de COOPI au Tchad, en fonction des besoins des populations et des opportunités de financements

Développement et intensification des relations avec le gouvernement tchadien, les services techniques, les bailleurs de fonds, les partenaires et les autres acteurs humanitaires

Elaboration, coordination, supervision, et capitalisation des projets en cours et à venir

Amélioration et optimisation du fonctionnement de la coordination et des bases COOPI au Tchad

Garant de la sécurité des biens et des équipes de COOPI au Tchad

Actions :

Résultat 1 : développement de la stratégie et de l'action et de COOPI au Tchad, en fonction des besoins des populations et des opportunités de financements

Veille humanitaire (rencontres, évaluation terrain...)

Veille des opportunités de financements

Mise à jour de la stratégie COOPI et du plan opérationnel pays

Résultat 2 : développement et intensification des relations avec le gouvernement tchadien, les services techniques, les bailleurs de fonds, les partenaires et les autres acteurs humanitaires

Représente COOPI lors des rencontres avec le gouvernement ou les services techniques de l'Etat.

Participe activement aux réunions de coordination (clusters, coordination générale, task force...)

Entretien de bonnes relations avec les partenaires opérationnelles (ONG nationales) et les autres acteurs humanitaires

Intensifie les relations avec les bailleurs de fonds, en particulier ceux avec lesquels COOPI ne travaille pas actuellement, et promotion de nos actions.

Résultat 3 : élaboration, coordination, supervision, et capitalisation des projets en cours et à venir

Coordonne l'élaboration, la rédaction et la préparation des documents nécessaires à la présentation de nouveaux projets (narratif et budget), avec l'appui du siège.

Coordonne l'élaboration des rapports narratifs et financiers des projets, la mise en place des audits ou évaluations externe dans le respect des délais impartis.

Réalise des missions terrain de supervision des activités

Avec l'appui de la chargée de programme, vérifie la mise à jour des outils de monitoring (indicateurs, activités, financier) en lien avec les chefs de projets

Veille au bon respect des procédures des bailleurs de fonds et des obligations contractuelles, en particulier en ce qui concerne les achats, les ressources humaines et la comptabilité.

Résultat 4 : amélioration et optimisation du fonctionnement de la coordination et des bases COOPI au Tchad

Encadre les deux logisticiens nationaux de la coordination et supervise la fonction logistique dans le pays.

Avec l'appui de la coordinatrice administrative, supervise la gestion économique et financière de la coordination, des bases et de l'ensemble des projets.

Participe à la sélection du personnel expatrié en collaboration avec le siège de COOPI, tout en étant proactif dans la recherche de possibles candidats sur place.

Supervise la correcte gestion du personnel local de COOPI au Tchad.

Réalise ou supervise l'évaluation de l'ensemble du personnel de la mission.

Mise à jour et diffusion du règlement intérieur.

Avec l'appui de l'administrateur

La suite à la page 22

JOBS CAMPUS

La suite de la page 21

pays et des logisticiens de la coordination, supervise la diffusion et la bonne utilisation des boîtes à outils Admin / finance / logistique / Achat.

Résultat 5 : garant de la sécurité des biens et des équipes de COOPI au Tchad

Participe aux réunions de sécurité (UNDSS, ONG) et informe le siège de tout changement du contexte sécuritaire

Met à jour le plan sécurité, le diffuse et s'assure de sa bonne application par les équipes.

Informe le siège de tout incident sécuritaire dans le COOPI ayant un impact potentiel sur COOPI ou les acteurs humanitaires en général

Le Chef de Mission est aussi responsable de toute autre tâche nécessaire à la bonne et ponctuelle réalisation du Projet, discuté avec le Desk.

Profil du Candidat

E S S E N T I E L

Formations supérieures en sciences politiques, développement / aide humanitaire ou équivalent;

Expérience de minimum 5 ans dans une fonction de coordination similaire et/ou dans le secteur de la coopération internationale;

Expérience dans la gestion des projets de développement et d'urgence ;

Excellent sens de l'organisation, de la gestion et de la planification;

Excellente maîtrise informatique et des principaux logiciels;

Excellente maîtrise du français (écrit et parlé) et bonne connaissance de l'anglais (écrit et parlé);

Connaissance des Procédures des principaux bailleurs des fonds (UE, ECHO, Agences UN);

Bonne capacité de reporting;

Bonne capacité de gestion de RH;

Flexibilité et capacité de travail dans un contexte difficile, sous pression et dans un milieu souvent non confortable;

Capacité de travailler en équipe et dans un contexte multiculturel;

Respect des valeurs/mission COOPI.

C O M P L E M E N T

Précédente expérience avec COOPI et connaissances des ses procédures ;

Expériences de travail dans des pays d'Afrique francophones ou au Tchad ;

Connaissance de l'arabe.

A RETENIR

LE COOPERANT COOPI

COOPI intervient dans des situations de développement et de crises en milieux souvent défavorisées et difficiles à gérer. Le coopérant COOPI doit être capable de prendre la bonne décision au bon moment. Il sait lire et interpréter le contexte dans lequel il agit et qui se transforme souvent très rapidement. Il est capable

de respecter les valeurs de l'ONG, d'établir des relations positives avec ses supérieurs, ses collègues et collaborateurs. Le coopérant COOPI travaille habituellement dans un contexte multiethniques, qui exige de la souplesse et le respect de l'autre, soit il expatrié, personnel local, partenaire. En considération du milieu difficile (isolement, climat) et des responsabilités, le coopérant Coopi doit posséder une réelle motivation, de l'énergie, une grande flexibilité et la disponibilité pour aller parfois au-delà des tâches programmées selon les besoins de la mission, en utilisant son expérience, son enthousiasme et son esprit d'équipe. En raison de la nature du travail et de la complexité de l'environnement dans lequel le poste évolue, on demande à l'expatrié : collaboration, adaptation et flexibilité. La révision des tâches et responsabilités sera effectuée après discussion avec le représentant responsable COOPI.

Ville N ' D j a m e n a

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités Agriculture, Environnement, Santé, Social

Pays Afrique, Niger

Contrat C D D

Postuler en ligne <http://www.coopi.org/lavoro/chef-de-mission-2/>

Date de fin de validité 26/05/2017

JOBS CAMPUS

Poste : R E F E R E N T ACHAT REGIONAL Afrique de l'Ouest (H/F)

Description

Médecins Sans Frontières (MSF), association médicale humanitaire internationale créée en 1971, apporte une assistance médicale à des populations aux prises avec des crises menaçant leur survie, principalement en cas de conflits armés, mais aussi d'épidémies, de catastrophes naturelles ou encore d'exclusion des soins. La section française de MSF est présente dans une trentaine de pays.

Dans le cadre d'un contrat de 1 an, avec possibilité de renouvellement, MSF recherche :

UN REFERENT ACHAT REGIONAL REGIONAL de l'Ouest Afrique (H/F)

Mission :

En tant que première ligne de support pour les coordinations des pays de sa région (Afrique de l'ouest : 8 pays/environ 9M€ d'achats), le référent achat régional suit et évalue la bonne mise en application de la procédure achat local MSF par la mise en œuvre des actions de sensibilisation, formation et contrôle nécessaires sous la supervision hiérarchique du responsable logistique en charge de l'Afrique de l'Ouest au siège à Paris.

Il est également en charge d'identifier les synergies d'achats entre les missions de sa région et de piloter ces dossiers.

Principales responsabilités : Visibilité régionale

Support aux Coordinateurs Logistique / Supply / Pharma des missions :

Il est en charge de diffuser les bonnes pratiques d'achats définies par le département Approvisionnements & Achats et de sensibiliser et accompagner les équipes dans leur mise en application.

Il conseille et accompagne les coordinateurs responsables de la chaîne d'approvisionnement dans la construction de leur stratégie d'achat mission (analyse des volumes d'achats, priorisation, stratégies à mettre en œuvre par type d'achat, localisation etc).

Il apporte un support direct aux missions sur certains dossiers d'achats à forts enjeux sur demande des coordinations.

Il évalue la situation de l'achat local du pays, définit un plan d'amélioration à moyen terme et accompagne les équipes dans la mise en place de celui-ci.

Il accompagne les coordinateurs concernés dans la clarification des rôles et responsabilités de la fonction achat de leur mission.

Il contribue à la formation continue des équipes.

Il peut sur demande des missions, participer aux recrutements ou à l'évaluation du niveau technique achat des personnel MSF impliqués dans la fonction achat, contribuer à la définition des parcours et proposer les formations ad hoc.

Il assure une veille et une capitalisation sur les fournisseurs à même de répondre aux principaux enjeux achats transverses missions de sa région (fournisseurs « stratégiques »).

Il construit une visibilité régionale des enjeux achats, met en évidence les synergies potentielles. En fonction de ses synergies, il définit la stratégie adaptée et prend en charge directement les achats transverses à plusieurs missions.

Il est mobilisable à tout moment pour les interventions d'urgence dans sa zone géographique.

Il analyse les composantes de son activité pour l'ensemble des missions de sa zone géographique au moins une fois par an,

Il rédige des rapports de visite et un rapport d'activité annuel.

Interfaces :

Avec les coordinateurs techniques régionaux :

Par l'intermédiaire des coordinateurs techniques régionaux, il capitalise, tient à jour et communique aux terrains les sources validées de la région.

Il peut apporter un support aux coordinateurs techniques régionaux lors des analyses de marchés en apportant sa vision économique et commerciale.

En fonction de sa connaissance des contextes et des enjeux achats des missions, il peut orienter les coordinateurs techniques

La suite à la page 24

JOBS CAMPUS

La suite de la page 23

régionaux vers les priorités en termes d'analyse de marché

Avec le réseau des acheteurs MSF

Il échange avec les acheteurs MSF Logistique (centrale d'achat basée à Bordeaux) pour les achats impliquant des fournisseurs de la centrale ou des fournisseurs avec une présence internationale.

Il entretient des liens avec les autres interlocuteurs achats MSF sur la région pour les problématiques achats.

Avec le Département Appro&Achats :

N'ayant pas vocation à apporter un support aux missions sur les autres métiers du Supply (transport, stock ou douane), il en réfère en cas de besoin, au département Appro & Achats pour toute question relative ces problématiques.

Il fait remonter au département A&A toute information pertinente des terrains, en tant qu'intermédiaire privilégié entre le terrain, les coordinations et le siège.

Ville Poste terrain basé à Abidjan pour la région en Afrique de l'ouest, avec déplacements fréquents sur les terrains d'intervention.

Expériences / Formation du candidat

F o r m a t i o n

Diplôme d'enseignement supérieur commerce, achats ou logistique niveau master ou équivalent.

Expérience :

Une expérience humanitaire significative (2 ans minimum) sur le terrain dans un poste de coordination logistique ou supply chain est exigée.

Une expérience significative (2 ans minimum) dans un poste d'acheteur ou une fonction similaire dans un autre secteur est exigée.

Compétences :

Analyse économique

Contrats d'achats

N é g o c i a t i o n

M a n a g e m e n t

Maîtrise du pack office

Langues parlées

Français et anglais courants

Qualité du candidat

Excellente capacité d'analyse et de synthèse

Bon relationnel, aptitude à travailler en interfaces avec de nombreux interlocuteurs

Rigueur et organisation

P é d a g o g i e

Fonctions A u t r e , Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien spécialiste

Activités Logistique, Mécanique, Ressources Humaines, Santé

Pays Afrique, Côte d'Ivoire

Contrat C D D

Durée du contrat

Contrat spécifique "Long Term Assignment" d'un an minimum renouvelable.

Poste à pourvoir Le plus tôt possible.

Salaire / Indemnité

Statut et rémunération en fonction de l'expérience professionnelle acquise.

Documents à envoyer

Merci de déposer votre candidature (lettre de motivation et CV) en ligne

<http://msf.fr/recrutement/travailler-sur-terrain/offres>

Jusqu'au 05 juin 2017 inclus

Seul(e)s les candidat(e)s dont les dossiers auront été retenus seront contacté(e)s.

Postuler en ligne

<http://msf.fr/recrutement/travailler-sur-terrain/offres>

Date de fin de validité 05/06/2017

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: **Coordinateur administratif** – **RCA**

Description

Pays : **RCA – poste basé à Bangui, avec des déplacements en province**

Durée : **contrat de 7 à 9 mois renouvelable**

Prise de poste : **mai 2017**

Conditions : contrat salarié, salaire mensuel brut de 1 800 à 2 300 € selon expérience, per diem mensuel 580 €, prise en charge d'une couverture médicale à 100% + assurance rapatriement + prévoyance, prise en charge du logement et du transport international et local dans le cadre de la mission, repos tous les 3 mois. Plus d'informations sur www.trianglegh.org, rubrique "Participer".

Possibilité de départ en famille : **non.**

Présentation de TGH

"Acteur d'une solidarité durable et partagée"

Créée en 1994, Triangle Génération Humanaire, association française de solidarité internationale basée à Lyon, élabore et met en œuvre des programmes d'urgence, de réhabilitation et de développement dans les domaines de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, du génie civil, de la sécurité alimentaire et du développement rural, du socio-éducatif et du psychosocial.

TGH travaille actuellement dans 10 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et du Moyen-Orient.

C o n t e x t e

Considérée comme l'un des pays les plus pauvres et instables au monde, la République Centrafricaine (RCA) traverse la crise humanitaire la plus grave depuis son indépendance en 1960. Suite au coup d'Etat du 24 mars 2013, les changements successifs de régime ont contribué à une escalade des violences intercommunautaires, multipliant les violations des droits de l'homme, les déplacements massifs de population, la destruction de biens et la perte des moyens de subsistance pour la population. En octobre 2016, 2,2 millions de personnes avaient encore besoin d'assistance, soit quasiment la moitié de la population globale. Le bilan humanitaire reste donc préoccupant, avec environ 400 000 personnes déplacées internes et 473 400 réfugiés centrafricains dans les pays voisins (Cameroun, Congo, Tchad, RDC) depuis décembre 2013.

La crise de 2013 a provoqué l'effondrement d'infrastructures socio-économiques déjà faibles, et l'absence des services sociaux de base est quasiment totale. L'élection du nouveau président Faustin-Archange Touadéra en février 2016 dans un climat politique apaisé, et la récente mise en place d'un Plan de relèvement et de consolidation

de la paix, ont suscité certains espoirs dans le pays. Cependant, le redéploiement des services de l'Etat peine à se concrétiser. La situation sécuritaire conduit à une détérioration de la situation des enfants dans le pays, déjà affectés par des services de santé limités, des taux de malnutrition infantile alarmants, la fermeture de nombreuses écoles et le recrutement forcé par des groupes armés (UNICEF).

Faisant face à la volatilité du contexte sécuritaire, la MINUSCA, opération multidimensionnelle des Nations Unies, est notamment en charge de la protection des civils, de la facilitation de l'aide humanitaire et du soutien au processus de transition. Depuis le début de l'année 2016, la MINUSCA a entamé son programme de démobilisation, désarmement et réinsertion (DDR) afin d'appuyer le renforcement des capacités des autorités locales. Les forces françaises Sangaris se sont progressivement désengagées, au profit des forces armées centrafricaines.

Présentation de la mission

TGH a débuté son action en RCA en 2007 pour soutenir les réfugiés du Darfour, dans la préfecture de la Vakaga. Aujourd'hui, l'association intervient en Vakaga dans les secteurs de la sécurité alimentaire, de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, ainsi que de l'éducation. TGH reste ainsi l'une des deux seules organisations présentes

La suite à la page 26

JOBS CAMPUS

La suite de la page 25

de manière continue dans cette région marginalisée et excentrée. Les projets qu'elle met en œuvre dans la préfecture sont notamment financés par le FH (Fonds Humanitaire), l'UNICEF, la FAO et le Comité Interministériel de l'Aide Alimentaire.

Parallèlement, l'association s'impose depuis 2011 comme l'un des acteurs humanitaires majeurs de la préfecture de la Ouaka, où elle mène différents projets dans les secteurs de la sécurité alimentaire et du développement rural, de l'eau, de l'hygiène et l'assainissement (EHA) et de l'éducation. Surtout, elle assure aujourd'hui une assistance d'urgence aux populations déplacées et aux communautés hôtes, dans la ville de Bambari, dans l'ensemble des camps de déplacés autour de Bambari ainsi que dans la ville de Ngakobo. Les projets que TGH met actuellement en œuvre sont appuyés par des partenaires financiers tels que ECHO, la FAO, l'AFD ou encore le PAM.

A Bangui, où le phénomène des enfants des rues (EDR) connaît une progression alarmante, les services de l'antenne mobile mis en place depuis 2014 par TGH garantissent aux enfants un accès à des services socio-éducatifs et médicaux de base, et participent au processus de réunification familiale et de placement en famille d'accueil. Dans le cadre d'un projet multi-pays financé en partie par l'AFD, TGH travaille

actuellement en lien avec les acteurs institutionnels de la protection de l'enfance sur ces thématiques de prise en charge des enfants vulnérables qui se retrouvent en situation de rue.

La mission est financée à hauteur de 3.5 millions d'euros. L'équipe actuelle est composée d'une quinzaine de personnels expatriés et d'environ 90 personnels nationaux, répartis sur les différentes bases opérationnelles (Bangui, Bambari, Tiringoulou et Birao).

P o s t e

Le Coordinateur administratif assure le bon fonctionnement de l'administration et la bonne gestion des fonds de la mission et des ressources humaines. Il/elle est le garant du respect des règles et procédures.

Le Coordinateur administratif travaille sous la responsabilité du Chef de mission et en collaboration avec le Chargé de gestion basé au siège. Il/elle supervise directement un administrateur expatrié basé à Bangui et assure un lien fonctionnel étroit avec l'administrateur expatrié basé à Bambari qui est sous la supervision directe du Coordinateur terrain. Il/elle assume les responsabilités principales suivantes :

F I N A N C E

Garantir la bonne utilisation des fonds, en conformité avec les contrats de financement, dans le respect des procédures

internes ainsi que des règles des bailleurs de fonds, en lien avec la coordination logistique

Gérer et suivre l'ensemble des budgets

Coordonner et finaliser l'élaboration des nouveaux budgets liés aux propositions de projets

Tenir à jour le tableau d'affectation de la mission

Etablir les rapports financiers

Assurer le suivi des contrats bailleurs et des versements

Superviser les dépenses et la tenue de toutes les caisses de la mission

Centraliser et vérifier les comptabilités de la mission

Gérer l'ensemble de la trésorerie de la mission et préparer les demandes d'approvisionnement

Fournir des outils de gestion financière aux chefs de projet, au chef de mission, au siège et aux administrateurs

Préparer et accompagner les audits liés aux projets

A D M I N I S T R A T I O N

S'assurer que TGH travaille en conformité avec les lois centrafricaines en vigueur

S'assurer du bon archivage des pièces comptables et administratives

Tenir à jour un tableau récapitulatif de tous les contrats (locations, achats, etc.), et

La suite à la page 27

JOBS CAMPUS

La suite de la page 26

assurer leur bon archivage

Participer à l'élaboration des appels d'offre et mettre en place les procédures administratives qui y sont liées

Former les équipes administratives à la bonne application de l'ensemble des procédures internes

Briefer chaque nouvel expatrié sur l'organisation et les procédures administratives

S'assurer du suivi des dossiers juridiques, en lien avec le conseiller juridique de TGH et le chef de mission

RESSOURCES HUMAINES

S'assurer que la politique RH définie par TGH et l'ensemble des procédures liées aux ressources humaines sont connues et respectées par l'équipe nationale et expatriée

S'assurer que le cadre de gestion des ressources humaines respecte le droit du travail centrafricain, et proposer des adaptations si nécessaire

Maintenir de bonnes relations avec l'inspection du travail et la médecine du travail

Assurer la mise à jour régulière du règlement intérieur

Proposer des adaptations pertinentes à l'organigramme de la mission et contribuer à sa mise en place (définition des profils de postes, etc) en lien avec le chef de mission et l'équipe de coordination.

Coordonner l'ensemble des recrutements effectués sur la mission

Centraliser les données liées à la gestion du personnel et superviser le suivi des contrats de travail et le paiement des salaires

Capitaliser les besoins en formation et participer à la mise en place de formation pour les employés nationaux

Soutenir techniquement les chefs de projets et coordinateurs dans la gestion de leurs équipes

COORDINATION INTERNE

Participer aux réunions de coordination interne à la mission et proposer des adaptations pertinentes vis-à-vis du fonctionnement général de la mission.

Initier des réunions inter-départements ou inter-bases afin d'assurer le partage d'information sur les procédures, les informations administratives, financières ou liées aux ressources humaines sur la mission

Contribuer à l'élaboration de la stratégie annuelle

REPRESENTATION ET COORDINATION EXTERNE

Entretenir et développer de bonnes relations de travail ainsi qu'une bonne visibilité de l'association auprès des autorités civiles, bailleurs et des autres acteurs humanitaires

Représenter l'association

dans les réunions de coordination admin inter-ONG

GESTION D'EQUIPE

Assurer une bonne coordination et une bonne communication interne, notamment par la tenue de réunions régulières avec l'équipe admin

Donner des retours au chef de mission et le cas échéant au chargé de gestion, sur les enjeux et problématiques soulevées par son équipe

Assurer la résolution des conflits au sein de l'équipe et tenir informé le chef de mission

R E P O R T I N G

Contribuer à la consolidation du rapport mensuel

Fournir un reporting régulier au chef de mission

Ces responsabilités pourront être revues en fonction des évolutions des besoins sur le terrain.

Conditions de sécurité, de travail, et de vie

Le contexte sécuritaire instable et volatile impose le respect de règles de sécurité parfois contraignantes. Les déplacements sur le terrain sont possibles mais nécessitent une analyse préalable, et les déplacements en ville ne sont en général pas sujets à restriction, sauf tension en ville. TGH est un acteur humanitaire connu et apprécié dans la zone.

La suite à la page 28

JOBS CAMPUS

La suite de la page 27

A Bangui, les expatriés disposent de chambres individuelles dans deux maisons partagées situées sur une concession où se trouve également le bureau. Une connexion wifi est disponible sur toute la base.

Ville B a n g u i

Expériences /
Formation du candidat

P r o f i l

Expérience d'au moins un an sur un poste d'administrateur en ONG indispensable

Bonne connaissance du milieu humanitaire (ONG, OI, UE...)

Maîtrise des outils informatiques (dont Excel et Word), connaissance de SAGA

Capacités à mettre en place et à dispenser des formations

Bonnes capacités rédactionnelles en français

Capacité et motivation pour vivre et travailler en équipe

Capacité à accepter un niveau de confort basique

Capacité à vivre et travailler dans un contexte sécuritaire instable

Fonctions A u t r e ,
Organisation, Administration, Ressources Humaines

Activités A u t r e ,
Droit, Economie, Finance, Administration, Ressources Humaines

Pays Afrique, Centrafrique

Contrat C D D

Durée du contrat

Durée : contrat de 7 à 9 mois renouvelable

Prise de poste : mai 2017

Salaire / Indemnité

Conditions : contrat salarié, salaire mensuel brut de 1 800 à 2 300 € selon expérience, per diem mensuel 580 €, prise en charge d'une couverture médicale à 100% + assurance rapatriement + prévoyance, prise en charge du logement et du transport international et local dans le cadre de la mission, repos tous les 3 mois. Plus d'informations

sur www.trianglegh.org,
rubrique "Participer".

Possibilité de départ en famille : non.

Documents à envoyer

Les candidats sont invités à envoyer un CV + lettre de motivation par courrier électronique à l'adresse suivante : recrutement@trianglegh.org

Nom de la personne contact

Alexandra Bourdekas,
Responsable RH

Email de la personne contact
recrutement@trianglegh.org

Date de fin de validité 25/05/2017



Avis de recrutement

Poste: Assistant(e) communication et évènementiel – STAGE – Positive Planet France

I. Positive Planet France

Positive Planet France est un réseau d'antennes de proximité, implantées au cœur des quartiers prioritaires de la ville, dont la mission est de sensibiliser des personnes sans emploi à l'entrepreneuriat et

de les accompagner dans leur projet de création d'entreprise. Présent dans 24 villes, Positive Planet France a accompagné plus de 15 000 porteurs de projets vers la création d'entreprise et permis la création

La suite à la page 29

JOBS CAMPUS

La suite de la page 28

de plus de 4000 emplois.

Dans le cadre de son développement, Positive Planet France recherche un(e) assistant(e) communication et évènementiel

II. Missions

Sous la direction de la responsable de communication, vous l'assisterez dans les tâches suivantes :

Mettre en place des événements internes et externes (séminaire, défis solidaires...) : logistique, communication, aide à la coordination et relations presse ;

Mettre à jour le site internet ;

Développer la notoriété et la visibilité de la marque sur le web : publication de contenu et animation des réseaux sociaux ;

Créer et animer une communauté d'entrepreneurs puis renforcer sa cohésion ;

Réalisation de portraits d'entrepreneurs et des interviews pour un grand média ;

Recenser les communautés sur le web pouvant influencer sur le positionnement de la marque ;

Produire des supports de communication (affiches, flyers, plaquettes...) ;

Assurer une veille sur le web afin de détecter les nouveaux outils digitaux et les nouvelles tendances web.

Ville
C o u r b e v o i e

Qualité du candidat

Goût du milieu associatif et sensibilité à l'intérêt général

Sens de l'écoute

Maitrise des nouveaux médias de communication

Capacité à créer du lien et à animer un réseau

Dynamisme, autonomie, force de proposition, proactivité et réactivité

Curiosité intellectuelle

La maitrise du pack ADOBE est un plus (photoshop, indesign, illustrator)

1ère expérience souhaitée

Fonctions
Communication, Coordination, Gestion de projet

Activités
Animation, Formation, Education, Autre, Economie, Finance, Administration, Social

Pays
Europe, France

Contrat
S t a g e

Durée du contrat

stage de 6 mois

Salaire / Indemnité

indemnité légale + titres restaurant pris en charge à 60 % par PPF + remboursement 50 % transport

Documents à envoyer

Envoyer CV + lettre de motivation à recrutement@positiveplanet.ngo

Référence à mentionner impérativement dans l'objet de votre mail : STAGE_COM

Email de la personne contact recrutement@positiveplanet.ngo

Date de fin de validité
1 1 / 0 6 / 2 0 1 7



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Stagiaire Technologies de l'Information – Paris

Description

Présentation d'ACTED

Depuis 1993, l'association de solidarité internationale ACTED répond aux besoins humanitaires des populations dans les situations de crise et au respect de leur dignité, tout en favorisant et mettant en œuvre des opportunités pour un développement durable, en investissant dans les potentiels de l'Homme.

ACTED s'engage à répondre aux urgences et à développer la résilience face aux situations de crise, à co-construire une gouvernance effective, et à promouvoir une croissance inclusive et durable.

Nous œuvrons sur le dernier kilomètre de l'action humanitaire. Notre mission est de sauver des vies et de répondre aux besoins essentiels des populations dans les zones les plus difficiles d'accès. ACTED développe et met en œuvre des programmes à destination des populations les plus vulnérables qui souffrent de violences, des conflits, de catastrophes naturelles ou d'une situation de pauvreté endémique. L'approche d'ACTED dépasse la réponse d'urgence, avec un engagement dans le développement durable et l'accès des communautés aux moyens de subsistance. ACTED met en œuvre plus de 490 projets par an auprès de 11

millions de bénéficiaires dans 35 pays, pour un budget de 190 millions d'euros (en 2015). Nos équipes sont composées de 300 employés internationaux et 4300 staff nationaux.

Description du pays

Le siège d'ACTED a été créé à Paris en 2000 dans le but de coordonner les interventions de l'organisation à l'échelle mondiale. Aujourd'hui le siège est composé d'une trentaine de personnes dans les départements Finance, Logistique/ Sécurité, Administration/ RH, Développement de projets/Reporting, Audit, Juridique et Transparence, HUB et Communication. Ces départements apportent leur soutien aux Directions Pays ainsi qu'aux Directions Régionales. Le siège fait aussi office de point de convergence pour la Direction d'ACTED, à savoir la Déléguée Générale, le Directeur du Développement et les quinze membres du Conseil d'Administration.

Description du poste

Sous la supervision du Responsable de pôle IT, le stagiaire IT doit assurer la prise en charge des demandes courantes des utilisateurs des technologies de l'information au siège à Paris. Le stagiaire IT assistera l'assistant IT pour la prise en charge des demandes à distance pour l'ensemble des pays d'intervention, par l'intermédiaire des Responsables Logistiques Pays.

A) Prise en charge des demandes IT courantes du siège

– Relevé de la boîte paris.it@acted.org et prise en charge des demandes courantes d'assistance technique des utilisateurs HQ (mise en place de nouveaux arrivants en temps et en heure, préparation des postes pour événements ponctuels, gestion courante de l'administration des postes, dépannage technique, etc.). Il traitera ces demandes en fonction du niveau de priorité requis (approche « ticketing ») en s'assurant de donner une réponse à toute demande.

– Lien avec les prestataires IT du HQ si besoin (dépannage imprimantes, Internet, etc.) selon le livret de secours

B) Appui au Responsable de pôle IT pour la maintenance des infrastructures HQ

– Mise en œuvre du planning mensuel de maintenance préventive et corrective

C) Prise en charge des demandes IT des pays d'intervention à distance

– Relevé de la boîte paris.it@acted.org et prise en charge des demandes courantes des pays d'intervention, en ligne avec les procédures définies (canalisation par les CLM/ Head of Logistics, selon les instructions partagées au sein des notes de service avec les pays). En particulier, le stagiaire IT se chargera prioritairement de la création des nouveaux

La suite à la page 31

JOBS CAMPUS

La suite de la page 30

comptes emails, du nettoyage mensuel des comptes email, renouvellement des mots de passe, de l'assistance technique à distance quand cela s'avère pertinent (notamment dans le cadre de CD ou Directeurs HQ/régionaux), etc. Il traitera ces demandes en fonction du niveau de priorité requis (approche « ticketing ») en s'assurant de donner une réponse à toute demande.

D) Appui au Responsable de pôle IT pour le développement de solutions innovantes

– Le stagiaire IT assistera le Responsable de pôle IT dans la recherche de solutions innovantes, la collecte de devis ou encore le déploiement de ces solutions une fois validées, toujours dans l'objectif du développement de ses propres compétences techniques (appropriation des éléments techniques des solutions déployées).

Qualifications

– Formation : Coursus universitaire en Ingénierie Informatique, Electronique et Informatique,

BTS/DUT Informatique, Ecoles d'ingénieur ou similaire

– Niveau d'études requis : BAC à BAC+5

– Bon relationnel

– Maitrise des outils bureautiques / Pack Office

– Approche rigoureuse et méticuleuse du travail

– Dynamique, autonome et force de proposition

Conditions

– Indemnité de stage 554.40 € par mois

– Tickets Restaurant

– Remboursement de 50% du titre de transport

Ville Paris

Fonctions
Animation, Formation, Assistance, Secrétariat, Traduction, Autre, Communication, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Etudes, Recherche,

Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien spécialiste

Activités
Génie civil, Hydraulique, Informatique, Communication, Logistique, Mécanique

Pays
Europe, France

Contrat
Stage

Documents à envoyer

Envoyez votre candidature (CV + lettre de motivation + références) à jobs@acted.org avec pour objet :

Ref: ITI/HQ

Date de fin de validité
17 / 06 / 2017



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

20/05/2017 AU 27/05/2017 Groupe III

Ave Maria 25 47 98 88	Hosanna 25 41 26 48	Sacré cœur 25 34 60 60
Balkuy 25 37 51 36	Jeunesse 25 34 35 04	Saint Julien 25 38 06 10
Baraka 25 33 02 72	Kamin 25 34 30 28	Saint Lazare 25 36 86 48
Belle ville 25 40 84 14	Kilwin 25 50 84 62	Saint Michel 25 45 48 08
Cathédrale 25 31 28 07	La Sainte Trinité 25 41 26 46	Santé-validité 68 91 87 04
Charis 25 47 98 78	Mariama 25 30 05 76	Savane 25 31 13 48
Concorde 25 31 29 49	Naab Raga 25 30 06 27	Taoko 25 36 69 27
Coura 25 38 83 90	Naaba Koom 25 35 70 46	Téranga 25 36 09 70
Djimbina 25 35 77 65	Nagrin 25 46 90 48	Wend denda 25 31 09 64
Dunia 25 36 20 51	Nazani 25 36 65 10	Yennega 25 37 03 37
Ecoles 25 31 52 32	Ninrwa 25 41 80 38	Zone I 25 48 15 13/53
Fraternité 25 36 48 00	Noom-Wendé 25 50 31 17	Zoungrana 25 40 98 75
Galiem 25 35 28 44	Pissy 25 43 13 35	

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Bobo-Dioulasso

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
- Alfred Syé KAM
- Aminata PORGO
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjounan Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Bernard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ Couverture médiatique

✓ Publicité

✓ Communication



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info

226 76609721/ 72080505/ 72072121

05BP5805 Ouaga02

Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO